



Audiences populaires pour le retrait des troupes canadiennes de l'Afghanistan

Mémoire d'ATTAC-Québec

L'Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne (ATTAC-Québec)

ATTAC-Québec est une association créée en 1999 qui s'intègre au réseau international d'ATTAC. Ses membres proviennent de tous les milieux et de toutes les régions du Québec. ATTAC-Québec s'intéresse aux questions financières d'un point de vue citoyen, défend l'équité et la justice sociale, et vise à ce que l'économie reste au service de la vie et de la majorité. ATTAC-Québec propose de mettre en place des taxes globales, d'encadrer rigoureusement les marchés financiers, d'éliminer les paradis fiscaux, d'éradiquer la dette des pays les plus pauvres, et de reconquérir les espaces perdus de la démocratie au profit de la sphère financière.

Pour le retrait total et immédiat des troupes canadiennes d'Afghanistan

ATTAC-Québec souhaite le retrait total et immédiat des troupes canadiennes d'Afghanistan. Selon nous, cette participation à l'occupation et à la prétendue guerre contre le terrorisme est illégitime et immorale. La guerre désastreuse qui a cours en Afghanistan ne remplit aucun objectif humanitaire. Les combats que nous y menons font du Canada un complice du régime tortionnaire mis en place par les États-Unis. Son coût est trop élevé tant en vies humaines que sur le plan des dépenses publiques. Cette guerre nuit grandement à l'élaboration d'une véritable politique canadienne d'aide aux pays en difficulté.

Particulièrement sensible aux questions financières, ATTAC-Québec s'inquiète du prix élevé de la guerre en Afghanistan. Selon les hauts gradés du ministère de la Défense nationale, les dépenses militaires s'élèveront à 4,3 milliards entre 2001 et 2009. Ces sommes considérables ne servent ni aux Canadiens, ni aux Afghans, ni aux autres pays du Sud en difficulté que le Canada pourrait aider.

La guerre en Afghanistan permet en fait un gigantesque détournement des impôts et des taxes des Canadiens en subventions pour les grandes entreprises de l'industrie de guerre.

Distribuer ainsi l'argent des contribuables à des industries qui provoquent la mort et la destruction est un choix inadmissible et qui n'a pas été soumis aux Canadiens et aux Canadiennes. De plus, ces grandes entreprises, comme leurs semblables dans d'autres secteurs, ne redistribuent leurs profits gigantesques qu'à leurs cadres supérieurs et actionnaires, et bénéficient largement des avantages procurés par les paradis fiscaux. Mais quels citoyens ou citoyennes sensés voudraient de cet argent obtenu au prix du sang et de la douleur? Le secteur de l'industrie de guerre n'est certes pas le plus vital de l'économie. Il faudrait donc cesser de provoquer des guerres, ou d'y participer, pour faire vivre artificiellement une industrie foncièrement criminelle, plutôt que de développer des secteurs nettement plus bénéfiques de l'économie.

Cette politique est d'autant plus désolante qu'elle révèle l'alignement du gouvernement Harper sur les politiques américaines, avec la complicité mitigée du Parti libéral du Canada. Et cela, même si ces dernières sont décriées partout dans le monde, y compris aux États-Unis, et que le gouvernement Bush connaît des sommets d'impopularité. La présence de l'armée canadienne dans une guerre offensive en Afghanistan permet aux États-Unis de consacrer davantage d'énergie en Irak, ce qui équivaut à un appui indirect à la guerre et à l'occupation en Irak, contre lesquelles s'était pourtant opposée une importante majorité de Canadiennes et de Canadiens.

Pendant que le Canada s'embourbe dans une guerre qui ne semble plus finir, sa contribution à l'aide internationale reste médiocre. Par exemple, le Canada n'accorde pas plus de 0,3 % de son produit national brut pour l'aide publique au développement, alors que selon le consensus international, il faudrait donner 0,7 %. Cette contribution insuffisante du Canada et de nombreux autres pays, préférant stimuler l'économie de guerre, rend quasiment irréalisables les objectifs du millénaire de l'ONU, cherchant entre autres à réduire l'extrême pauvreté, à assurer l'éducation primaire pour tous, et à lutter contre la propagation du VIH/sida avant 2015.

L'Afghanistan semble très peu profiter d'une armée d'occupation dont la présence n'a pas réussi à résoudre les problèmes qui affectent le pays : la discrimination, la violence envers les femmes et les fillettes – qui est autant le fait des seigneurs de guerre alliés à Kaboul que des Talibans – la pauvreté, l'absence de démocratie, la discorde, auxquels se sont ajoutés l'omnipotence de ces seigneurs de guerre, et la production et le trafic de la drogue. Au contraire, de l'avis de nombreux observateurs, cette présence d'occupation constitue un facteur aggravant. Devant un pareil fiasco, il vaut mieux entrevoir un retrait total de l'armée d'occupation et aider ce pays, avec le recours de l'ONU, à trouver ses propres solutions pour régler une crise provoquée de longue date par les pays occidentaux qui, dans une surenchère dramatique, ont cherché à tirer avantage de cette zone stratégique.

ATTAC-Québec soutient donc entièrement la coalition Échec à la guerre dans la lutte contre la présence de l'armée canadienne en Afghanistan. Dans le cadre de ces audiences populaires pour le retrait des troupes canadiennes d'Afghanistan, *ATTAC joint sa voix aux autres groupes et associations qui souhaitent que le Canada mette fin immédiatement à sa présence militaire dans ce pays*, et qui jugent que, dans la quasi totalité des cas, la guerre reste le pire moyen d'aider un pays.